

Sous la direction de
Édith Archambault
Xavier Greffe

Les économies non officielles

Éditions La Découverte

32
0-25

DES MÊMES AUTEURS

ÉDITEUR

Initiation économique et sociale (en coll.), Hachette, 1981.
Économie publique, Économica, 1977.
Économie critique, PUF, 1975.

ÉCONOMIE CRITIQUE

Économie critique, PUF, 1975.
Économie publique, Économica, 1977.
L'impôt des pauvres. Nouvelle stratégie de la politique sociale, Dunod, 1978.
Analyse économique de la bureaucratie, Économica, 1981.
Territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation, Économica, 1984.

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

1, place Paul-Fabry

Paris V^e

1984

80 R
88735
(6)

384

DES MÊMES AUTEURS

ÉDITH ARCHAMBAULT

Comptabilité nationale, Économica (seconde édition, 1982).
Initiation économique et sociale (en coll.), Hachette, 1981.

XAVIER GREFFE

L'approche contemporaine de la valeur en finances publiques,
Économica, 1972.
La politique sociale. Étude critique, PUF, 1975.
Économie publique, Économica, 1977.
L'impôt des pauvres. Nouvelle stratégie de la politique sociale,
Dunod, 1978.
Analyse économique de la bureaucratie, Économica, 1981.
*Territoires en France : les enjeux économiques de la
décentralisation*, Économica, 1984.

DL-02-1-1984-31474

32
83-26

Présentation

Les économies non officielles

Sous la direction de
*Édith Archambault
et Xavier Greffe*

L'économie non officielle est inscrite sur l'agenda des spécialistes des sciences sociales. Sans cesse de thèmes comme ceux de la politique monétaire ou de la politique industrielle, elle n'a cessé d'éveiller l'intérêt depuis une dizaine d'années. Bien des raisons y concourent. Si elle représente de 10 à 20 % du PIB, à quoi sert-il de tenir des discours sur son caractère et d'alarmer l'opinion sur la baisse des taxes de consommation ? Ce sont les agents qui suivent la loi, l'État-providence, qui ne peuvent donner ceux qui la viole ? Et si, dans le cadre d'un développement, une contre-économie a été créée, comment s'en sortir dans la crise, ne convient-il pas de réfléchir à la situation ?

Cette présentation aura pour thème quatre grands thèmes. Quel est le caractère de l'économie non officielle et ne vaut-il pas mieux parler de « secteur informel » que d'« économies non officielles » tant les différences sont grandes dans les activités économiques, le travail au noir, la production illégale, les services clandestins, etc. ? Quels sont les moyens de la contrôler ? Pourquoi est-ce si paradoxale lorsque l'on voit les dépenses énormes pour la comptabilité nationale, et les activités illégales ?

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
1, place Paul-Painlevé
Paris V^e
1984

3701-1250-1221

DL-05-11-1984-31474

DES MÊMES AUTEURS

Les économies non officielles (deuxième édition, 1982).
Économies officielles et non officielles (en coll.), Hachette, 1981.

Sous la direction de
Édith Archambault
et Xavier Gauthier
La valeur en finances publiques,
Économica, 1972.

Études critiques, FLUF, 1975.

Économica, 1977.

Nouvelle stratégie de la politique sociale,
L'Asiat, 1978.

Économica, 1981.

Économica, 1981.



Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte**.

Paris V
1984

© Éditions La Découverte, Paris, 1984

ISBN 2-7071-1441-3

ISSN = 0759-9056

Présentation

*Édith Archambault**

*Xavier Greffe***

L'économie non officielle est inscrite sur l'« agenda » d'un nombre croissant de spécialistes des sciences sociales. Sans atteindre l'importance de thèmes comme ceux de la politique monétaire ou de la politique industrielle, elle n'a cessé d'éveiller l'intérêt depuis une dizaine d'années. Bien des raisons y concourent. Si elle représente de 10 à 20 % du PIB, à quoi sert-il de tenir des discours sur les agrégats et d'alarmer l'opinion sur la baisse des taux de croissance ? Si elle pénalise les agents qui suivent la loi, l'État-providence ne doit-il pas sanctionner ceux qui la violent ? Et si elle constitue un nouveau mode de développement, une contre-économie à celle que nous voyons s'enfermer dans la crise, ne convient-il pas d'aller y lire notre avenir ?

Cette présentation aura pour objet de sérier les débats autour de quatre grands thèmes. Quel est le contenu de l'économie non officielle et ne vaut-il pas mieux parler à cet égard d'« économies non officielles » tant les différences sont grandes entre les activités domestiques, le travail au noir, les productions illégales, les services associatifs, etc. ? Quels sont les moyens de la mesurer (question quelque peu paradoxale lorsque l'on sait les rapports étroits entre la comptabilité nationale et les activités illégales et monétaires) ? Quels arguments permettent d'en expliquer le développement contemporain, et y a-t-il

* Chargé de conférence à l'Université de Paris I.

** Professeur à l'Université de Paris I.

une corrélation avec la crise ?... Quelles recommandations de politique économique peut-elle inspirer, sachant que les uns y voient un nouveau modèle de développement et les autres un simple déplacement des désajustements sociaux ?

1. LES MANIFESTATIONS DE L'ÉCONOMIE NON OFFICIELLE

L'économie non officielle est un concept flou et récent, qui se définit négativement par opposition au mode de production dominant d'une société. Les traits qui caractérisent le mode de production dominant sont divers et les contours de l'économie non officielle varient en fonction de celui qui est adopté comme critère discriminant. Les modes de production dominants eux-mêmes varient selon le système économique, ce qui fonde le plan de cet ouvrage. Compte tenu de cette diversité, on peut se demander quelles sont les activités qui seront considérées comme appartenant à l'économie non officielle quel que soit le système économique et établir ainsi une nomenclature de l'économie non officielle.

La diversité de l'économie non officielle

Les activités économiques exercées selon la norme dominante peuvent être caractérisées de multiples manières : elles sont légales, soumises à des obligations déclaratives fiscales et sociales, et de ce fait comptabilisées dans le PIB et soumises à la régulation des pouvoirs publics ; par ailleurs elles sont fondées sur une division du travail plus ou moins poussée, où dominant le salariat et les unités de production de taille importante ou moyenne ; enfin les produits réalisés officiellement sont échangés contre de la monnaie, de plus en plus souvent contre de la monnaie scripturale.

Par opposition, une partie de l'économie non officielle recouvre des activités illégales (trafic de drogue, proxénétisme, contrebande) ou des activités exercées par des personnes non habilitées à les pratiquer (travail des enfants, cumuls interdits, exercice illégal de la médecine). L'économie non officielle recouvre également les activités légales non déclarées aux administrations fiscales et à la sécurité sociale. Les revenus tirés de ces activités peuvent être non déclarés en totalité si l'entreprise est clandestine (c'était le cas par exemple, pour les entre-

prises du réseau du Sentier, à Paris), ou s'il s'agit d'un travail indépendant complémentaire d'une activité salariée (le travail au noir, en dehors des heures ouvrables d'un ouvrier du bâtiment, régulièrement déclaré, par exemple) ou encore si l'activité est exercée par un inactif (la garde d'enfant non déclarée, par exemple). Mais la production de certaines entreprises officielles peut également être sous-déclarée, notamment quand des transactions ont fait l'objet d'un paiement de la main à la main ou quand elles ont eu lieu sous forme de troc : dans ce cas l'économie non officielle représente la fraction de la production qui correspond à la fraude fiscale et/ou sociale. Enfin, bien entendu, les activités qui n'engendrent pas de revenu monétaire n'ont pas à être déclarées : c'est le cas des activités domestiques, de l'entraide de voisinage ou communautaire, des activités bénévoles exercées dans le cadre associatif. L'ensemble de ces activités non déclarables constitue le secteur autonome de l'économie non officielle. L'absence de déclaration aux administrations fiscales et sociales, qu'elle soit frauduleuse ou tolérée, caractérise donc l'économie non officielle, et nombreux sont ceux qui estiment que l'augmentation de la pression fiscale et parafiscale serait la cause principale de l'extension de l'économie non officielle.

Une des sources statistiques des comptes de la nation étant constituée par les déclarations fiscales, l'économie non officielle est souvent définie par l'absence de comptabilisation. En fait ce critère est discutable : si les activités domestiques et bénévoles ne sont pas comptabilisées par principe, puisque le champ de la mesure se limite à la « production socialement organisée », les activités occultes sont partiellement prises en compte par le biais des redressements effectués par les comptables nationaux, à partir notamment des résultats des contrôles fiscaux.

La comptabilisation est une condition permissive de la régulation par les pouvoirs publics. Aussi l'économie non officielle se manifesterait-elle comme celle qui échappe à cette régulation, qui n'est soumise ni à la politique économique ni à la politique sociale. Le développement de l'économie non officielle dans les pays capitalistes développés serait alors une réaction de défense de la société civile contre l'expansion d'un État providence Léviathan, et la part relative de l'économie non officielle varierait dans le même sens que les prélèvements obligatoires auxquels elle échappe. L'absence de statistiques fiables ne permet ni de confirmer ni d'infirmer cette hypothèse. Mais ce trait caractéristique de l'économie non officielle permet de comprendre pourquoi ses thuriféraires se trouvent aussi bien dans la droite ultralibérale que dans la gauche autogestionnaire.

Ce dernier courant souligne que l'économie non officielle échappe à la division du travail dominante dans les pays industrialisés, fondée sur le salariat, et exercée principalement dans les unités de production de grande taille. Le travail indépendant est, en effet, la norme dans l'économie non officielle ; le salariat, s'il existe, y prend des formes particulières : travail à temps partiel ou selon des horaires atypiques, travail à domicile. La technologie peut y être plus ou moins avancée, mais la division du travail est toujours limitée. En outre, la production peut être adaptée à l'utilisateur qui est généralement connu à l'avance. En effet, les unités de production de l'économie non officielle restent nécessairement de petite taille, dans le secteur autonome comme dans le secteur occulte ; quand une taille limite est atteinte, l'« officialisation » est inéluctable. Un des objectifs des entreprises appartenant à l'économie non officielle peut donc être de rester en deçà du seuil où elles seraient obligées de sortir de l'ombre.

Enfin, dernier trait caractéristique, l'économie non officielle récuse la monnaie comme équivalent général. Les échanges de produits illégaux ou de produits légaux réalisés illégalement se font le plus souvent par paiement de la main à la main, puisque la monnaie scripturale n'est pas anonyme. L'échange est encore plus archaïque dans le cas du troc : l'échange de matières premières entre entreprises, le troc de services entre particuliers se multiplient et sont parfois facilités par une presse spécialisée qui joue le rôle de bourse aux échanges. Quant à la sphère non marchande, elle échappe par définition à la monétarisation : le travail bénévole associatif ou communautaire a pour contrepartie le prestige social, la perspective d'une carrière politique ou la pure satisfaction d'un sentiment altruiste. Les biens et services réalisés dans la sphère domestique font l'objet d'un échange à la fois symbolique et affectif, selon un code compliqué où interfèrent des relations de pouvoir, des normes sociales plus ou moins intériorisées, et des éléments d'expression, qui échappent totalement à la logique dominante.

Les manifestations de l'économie non officielle sont différentes selon les systèmes économiques

Certes, les activités domestiques se ressemblent partout et occupent une large part du temps des hommes et surtout, bien entendu, des femmes. Cependant, même dans ce domaine universel, les spécificités sont marquées : le travail est plus mécanisé et plus tertiaire dans les pays capitalistes développés ; le temps consacré à l'approvisionnement est plus long dans les pays de l'Est ; dans les pays du tiers monde, on fabrique à la maison des biens qui sont ailleurs achetés sur le marché et la frontière entre production domestique et production agricole n'est pas très nette.

Dans les *pays capitalistes développés* l'économie non officielle se présente avant tout comme un moyen d'échapper à l'impôt direct et indirect et aux charges sociales ; elle apparaît donc comme un des avatars de la crise de l'État-providence. L'économie non officielle parasite alors l'économie officielle, seule à supporter les charges de plus en plus lourdes de la vie en société. Mais le désir d'évasion fiscale ou sociale n'est pas seul à expliquer l'économie non officielle ; si c'était le cas, ce seraient les pays où la pression fiscale et parafiscale est la plus forte — c'est-à-dire les pays scandinaves — qui auraient l'économie non officielle la plus développée. Or, il ne semble pas que ce soit le cas. En fait l'économie non officielle est extrêmement diversifiée et une approche nationale et même régionale est pertinente. C'est en Europe méridionale (Espagne et surtout Italie), semble-t-il, que l'économie non officielle est la plus généralisée, bénéficiant d'une tolérance sociale complète et même d'une certaine reconnaissance par les pouvoirs publics. Elle apparaît alors comme une décentralisation de la production industrielle, mettant en jeu de petites unités productives où une partie de la main-d'œuvre est déclarée et une partie travaille à domicile sans être déclarée. La technologie adoptée peut être très progressive, et une fraction de la production est exportée. L'économie non officielle apparaît alors comme un moyen de tourner les rigidités du marché du travail, elle correspond à une longue tradition culturelle d'ouvriers-paysans. Par ailleurs, elle parasite pour une part l'administration où le double travail est largement pratiqué. Des variantes nationales apparaissent partout : aux États-Unis se développent le trafic illégal de la drogue et le troc des services, au Royaume-Uni le double travail (*moonlighting*) ; dans les pays scandinaves où se répandent, dans des pays autrefois fort civiques, diverses pratiques de fraude fiscale, on observe également des expériences d'organisation

communautaire reposant sur le travail bénévole. Des initiatives locales mettant en œuvre une force de travail à mi-chemin entre bénévolat et salariat s'observent également au Canada (PIL) et en République fédérale d'Allemagne (Burgerinitiativen). En France, le travail noir semble fortement corrélé avec l'immigration clandestine et de très nombreuses formes d'économie non officielle peuvent être observées.

Dans les *pays de l'Est*, l'économie non officielle se définit par opposition à une économie officielle fondamentalement différente : une économie étatisée, planifiée, reposant sur de grandes unités de production où tout le monde est salarié, et où la production est orientée principalement vers les biens de production et les biens de consommation très standardisés. L'économie non officielle apparaît comme une activité à temps partiel, parasitant l'économie officielle (prélèvement de matières premières dans les entreprises d'État, détournement du temps de travail officiel utilisé à des fins privées) et destinée à produire des biens qui seront soit autoconsommés, soit échangés sur des marchés parallèles. L'économie non officielle est orientée par la demande, et produit essentiellement des biens de consommation diversifiés et des services personnels. Le travail indépendant y est la règle et la rémunération du travail sur les marchés parallèles est supérieure à celle de la sphère officielle. Comme l'accès à l'économie non officielle est inégal, son existence modifie la répartition des revenus. Les entreprises du secteur non officiel resteront nécessairement de petite taille, car il leur est impossible d'accumuler. Fondamentalement illégale, l'économie non officielle a une extension qui dépend du degré de répression. Ce degré de répression dépend lui-même du désir des pouvoirs publics de réprimer ou au contraire de tolérer une économie qui joue un rôle régulateur de pénuries. Le désir de répression varie dans le temps et l'espace. Il dépend aussi de l'implication plus ou moins grande des dirigeants dans un réseau de privilèges qui constitue le degré supérieur de l'économie non officielle, et de la visibilité plus ou moins grande de l'économie non officielle, liée au consensus de la population.

Dans les *pays du tiers monde*, l'économie non officielle constitue le plus souvent le mode de production dominant, et le niveau de développement s'apprécie fréquemment par rapport à son poids relatif. Mais, en fait, il faut distinguer deux formes fondamentales d'économie informelle dans les pays du tiers monde. La forme primitive, c'est l'autoproduction agricole, à laquelle on peut adjoindre l'autoéquipement des zones rurales. Ces activités productives sont dans le prolongement immédiat de l'activité domestique et la frontière entre les deux types d'activités est bien difficile à tracer. Cette partie de l'économie

non officielle des pays du tiers monde concerne donc les zones rurales et la production agricole de subsistance dont seule une faible partie est échangée, souvent sous forme de troc, ou sous une forme partiellement monétarisée. La plus grande partie de cette production vivrière échappe donc à la monétarisation.

Il n'en est pas de même des activités marchandes du secteur non structuré, qui constitue la seconde partie de l'économie non officielle dans les pays du tiers monde. Il s'agit alors d'activités artisanales, commerciales ou de services, à très petite échelle, qui se multiplient actuellement dans les villes et les périphéries urbaines. La prolifération de ces activités est, sans doute, liée à l'explosion urbaine du tiers monde, qui transforme le sous-emploi rural en chômage ouvert, puisque l'exode rural est supérieur aux besoins de main-d'œuvre du secteur capitaliste moderne. L'économie non officielle absorbe alors une partie de cette main d'œuvre disponible par la prolifération d'activités à très faible intensité capitalistique, souvent réalisées à domicile. Les produits réalisés par ce secteur non structuré — vêtements, meubles, services personnels — sont soit complémentaires, soit concurrents de ceux offerts par le secteur moderne. Les biens proposés peuvent pallier certaines pénuries ou correspondre à une segmentation du marché : ainsi, par exemple, le secteur moderne produira l'habitat en dur et le secteur non structuré l'habitat précaire des périphéries urbaines. Toutes ces activités se développent en dehors de toute obligation légale et échappent donc à une régulation étatique. Elles sont cependant tolérées par les pouvoirs publics car elles atténuent les tensions sociales, absorbent une partie du sous-emploi et réduisent certaines pénuries.

La diversité de l'économie non officielle interdit donc une analyse unique de ses manifestations. Pour procéder à sa mesure, il est cependant nécessaire de retenir quelques activités caractéristiques, quelles que soient leurs variations historiques ou géographiques.

Nomenclature de l'économie non officielle

Compte tenu de la diversité des manifestations de l'économie non officielle, est-il possible d'aboutir à une nomenclature des activités qui la composent, valable quel que soit le système économique ? On proposera la classification suivante, fondée sur le clivage marchand/non marchand.

a) *La production non officielle marchande* recouvre la production de biens et services marchands, réalisés par un travail rémunéré, indépendant ou salarié ; on peut la subdiviser en suivant D. Blades [12]* de la manière suivante :

- *La production légale non déclarée* prend les formes suivantes :
 - minoration de la production réalisée par des travailleurs indépendants déclarés,
 - production légale réalisée par des entreprises clandestines,
 - salaires versés à des travailleurs non enregistrés,
 - salaires versés à des travailleurs enregistrés au-delà des heures déclarées.

Ce poste recouvre donc les diverses formes de travail au noir ou de capital au noir (loyers non déclarés, prêts non déclarés).

- *Les revenus en nature dissimulés* naissent de pratiques diverses :
 - majoration des notes de frais des salariés,
 - usage privé des services de l'entreprise,
 - vols de matières premières,
 - vols de produits finis,
 - « perruque » et autres vols de temps de travail.

Toutes ces pratiques peuvent être plus ou moins tolérées par l'entreprise. L'existence de ces revenus en nature dissimulés diminue la valeur ajoutée des entreprises puisqu'elle majore indûment leur consommation intermédiaire. Elle minore également les revenus des ménages et leur consommation finale.

- *La production de biens et services illégaux* recouvre :
 - la production et la distribution de stupéfiants et autres drogues prohibées,
 - la prostitution et les activités connexes,
 - la contrebande et le trafic de devises,
 - l'usure.

En revanche, le vol au détriment des particuliers, l'escroquerie, le proxénétisme ne sont pas des activités productives, et correspondent à de simples transferts entre ménages. La production illégale varie évidemment dans l'espace et dans le temps avec la législation : selon les pays la prostitution est légale ou illégale ; de même, l'abolition de la prohibition de l'alcool aux États-Unis a légalisé une production illégale florissante.

* Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie qui figure à la fin de cette présentation.

b) *La production non officielle non marchande* représente le deuxième segment de l'économie non officielle qui recouvre l'ensemble des biens et surtout des services qui ne sont pas échangés sur un marché et qui sont produits par du travail non rémunéré. Cette production peut être soit autoconsommée, soit troquée, soit transférée sans contrepartie. Les biens ou services produits dans cette sphère sont analogues ou comparables à ceux produits dans la sphère marchande, mais le mode de production n'est pas socialement organisé et le mode de distribution des biens repose sur d'autres types d'échanges que ceux organisés par le marché.

- *La production domestique* constitue le premier et le principal segment de l'économie non officielle non marchande.

Pour distinguer le travail domestique des activités de loisir ou de soins personnels, le critère généralement admis est celui de la tierce personne : le travail domestique est celui qui pourrait être accompli par une personne rémunérée : on peut faire préparer un repas ou surveiller ses enfants par un tiers ; on ne peut manger ou aller au cinéma par personne interposée.

La production domestique est répartie et autoconsommée à l'intérieur du ménage. Une faible partie de cette production fait l'objet d'accumulation : l'autoconstruction et les grosses réparations du logement.

- *La production communautaire* regroupe d'une part les services rendus au sein de la famille élargie — c'est-à-dire ceux qui mettent en relation deux ménages et non les membres d'un seul ménage comme dans la production domestique — et, d'autre part, les services de voisinage et ceux qui sont rendus dans d'autres réseaux qui constituent des associations de fait — paroisses, amicales, etc.

L'importance de cette production varie avec la densité des réseaux de sociabilité ; considérable dans les sociétés rurales, elle se réduit avec l'urbanisation. Mais de nombreux indices laissent penser qu'il y a actuellement un renversement de tendance dans les pays industrialisés.

- *La production associative* se situe à la limite de l'économie non officielle, puisqu'elle a lieu dans un cadre juridique reconnu. Les associations gestionnaires sont en effet des producteurs de services socialement organisés. Mais surtout cette production est mal connue, car les associations sont soumises à très peu d'obligations déclaratives, surtout si elles n'emploient pas de personnel salarié, et le travail bénévole y occupe une place privilégiée sans que l'on sache exactement quelle est son ampleur.

Les frontières de cet ensemble disparate que constitue l'économie non officielle sont fluctuantes et perméables. Ainsi, la production domestique ou les services de voisinage peuvent-ils dériver vers le travail noir. Les frontières entre la production légale et la production illégale varient avec la législation et ne recouvrent pas exactement le clivage entre ce qui est socialement toléré et ce qui ne l'est pas. Une association légalement déclarée peut prolonger une association de fait. La « perruque » ou le vol dans les entreprises sont liés soit au travail noir, soit à la production domestique. Et entre la petite production marchande non déclarée et les formes officielles d'artisanat ou de commerce, il y a continuité, dans les pays industrialisés, comme dans le tiers monde.

2. LA MESURE DE L'ÉCONOMIE NON OFFICIELLE

Mesurer l'économie non officielle est une préoccupation constante dans les pays en voie de développement où le secteur moderne ne représente qu'une faible part de l'activité économique. C'est en revanche une préoccupation récente dans les pays industrialisés, à l'Est comme à l'Ouest. Dans les pays occidentaux, le souci de mesurer l'économie non officielle est apparu avec la crise, et se traduit par une mise en cause des agrégats de la comptabilité nationale et des modèles économiques qui en sont issus ; ainsi Feige [34] estime-t-il que la croissance de l'économie non officielle biaise tous les indicateurs économiques classiques, le PIB serait minoré, son taux de croissance en volume serait sous-évalué, ainsi que la mesure de la productivité ; les taux d'inflation seraient surévalués à l'Ouest et sous-évalués à l'Est ; des faux chômeurs gonfleraient indûment les taux de chômage. Sans aller jusqu'à dire que la crise est une illusion statistique, Feige estime qu'une politique économique erronée fondée sur des indicateurs inexacts, ne peut qu'avoir des effets pervers. Denison [23], en revanche, conteste cette analyse, ainsi que l'estimation considérable que fait Feige de l'économie non officielle aux États-Unis — aux environs de 30 % du PIB — en remarquant qu'on ne constate aucune baisse de la population officiellement active.

Cette controverse permet de comprendre pourquoi la mesure de l'économie non officielle, même grossière et approximative, et surtout la connaissance de son évolution dans le temps présentent un intérêt capital. On examinera tout d'abord dans quelle mesure les divers segments de l'économie non officielle sont inclus ou exclus des comptes

nationaux, puis on verra quelles méthodes permettent de mesurer l'économie non officielle marchande, puis l'économie non officielle non marchande et quels résultats on peut en attendre.

La situation des divers segments de l'économie non officielle dans les comptes nationaux

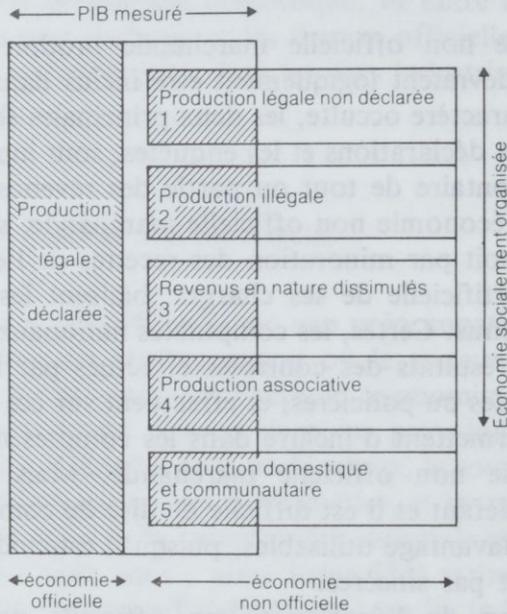
L'économie non officielle marchande produit des biens et des services qui devraient logiquement être inclus dans le PIB ; mais du fait de son caractère occulte, les deux principales sources des comptes nationaux, les déclarations et les enquêtes, sont inutilisables : la dissimulation volontaire de tout ou partie des revenus tirés des activités relevant de l'économie non officielle marchande, soit par absence de déclaration, soit par minoration des recettes de l'entreprise, soit par majoration artificielle de ses charges, biaisent les déclarations officielles de revenus. Certes, les comptes nationaux exploitent statistiquement les résultats des contrôles effectués par les administrations fiscales, sociales ou policières, et effectuent sur ces bases des redressements qui permettent d'inclure dans les comptes nationaux une part de l'économie non officielle marchande. Mais ces redressements pèchent par défaut et il est difficile de dire de combien. Les enquêtes ne sont pas davantage utilisables, puisqu'il est évident que les réponses n'y seront pas sincères.

La situation de l'économie non officielle non marchande est inverse : ses produits sont par principe exclus du PIB, puisque la production n'est pas socialement organisée, et de ce fait n'est pas soumise à une quelconque obligation déclarative. En revanche, les enquêtes dans ce domaine sont possibles et elles ne comportent pas de biais statistique ; elles peuvent porter soit sur la nature et le volume des produits réalisés, soit sur le temps passé au travail bénévole (domestique, communautaire ou associatif). L'exclusion de l'économie non officielle non marchande du PIB n'est cependant pas totale puisque que celui-ci comprend, par exception, les biens primaires destinés à l'autoconsommation agricole, les services de logement que les propriétaires occupants sont censés se rendre à eux-mêmes, et la formation de capital fixe pour compte propre de ménages, c'est-à-dire les activités d'autoconstruction ou de grosses réparations du logement ou de l'entreprise familiale.

Ces redressements et exceptions font qu'on ne peut définir l'économie non officielle comme celle qui n'est pas comptabilisée. Le schéma

ci-dessous, qui prolonge celui proposé par Blades, résume les rapports entre économie non officielle et comptes nationaux [12]. Il montre clairement qu'une partie de l'économie non officielle est déjà prise en compte dans le PIB tel qu'il est actuellement mesuré.

Graphique 1



L'économie non officielle comptabilisée comprend :

1. Le redressement pour absence de déclaration ou sous-déclaration.
2. La production illégale sous couverture légale ou le redressement pour production illégale supposée.
3. Le redressement pour majoration des charges (l'excès de consommation intermédiaire devient valeur ajoutée).
4. La production des associations réalisée par les salariés et non par les bénévoles.
5. L'autoproduction agricole, les loyers fictifs, l'autoéquipement.

La mesure de l'économie non officielle marchande

Puisqu'il est impossible de mesurer directement l'économie non officielle marchande à partir d'enquêtes ou de sources déclaratives, toutes les méthodes qui ont été proposées sont indirectes et approchent l'économie non officielle par les traces qu'elle laisse dans d'autres sphères de l'activité économique.

a) Les méthodes monétaires

Ces méthodes partent de l'hypothèse que les transactions illégales s'effectuent en argent liquide et non par chèque. En tenant compte du développement tendanciel de la monnaie scripturale, tout accroissement anormal des espèces monétaires est considéré comme un indicateur du développement de l'économie occulte, sous toutes ses formes. Si, en outre, on prend pour base une période où l'économie non officielle marchande est supposée faible ou nulle, on peut connaître le niveau relatif de l'économie non officielle marchande pour une année quelconque. Cette méthode globale a été utilisée aux États-Unis, avec trois variantes :

- la méthode Gutmann [58] se fonde sur l'évolution du rapport monnaie légale/monnaie scripturale, et aboutit à une estimation de l'économie occulte de 10 % du PIB en 1976 ;

- la méthode de Feige [33] se fonde sur l'équation d'I. Fisher et étudie le rapport entre l'ensemble des transactions réalisées sur une période (estimées en multipliant le stock de billets et le montant des dépôts par leur taux de rotation respectif) et le PIB en valeur. Ce rapport est croissant et Feige isole la composante souterraine des transactions, et aboutit à une estimation considérable du secteur occulte, de 33 % du PIB en 1978 ;

- la méthode de Tanzi [104] est moins fruste et part d'une équation de la demande d'espèces monétaires, dépendant d'un certain nombre de variables : revenu par tête, pression fiscale, taux d'intérêt..., et par estimation économétrique, aboutit à une évaluation de l'économie souterraine en 1976 variant de 3,4 à 11 % du PIB. Cette méthode a été appliquée en France récemment par Barthélemy [6] : l'économie non officielle marchande en 1979 serait de l'ordre de 6 à 7 % du PIB.

Les méthodes monétaires ont l'avantage d'être simples, et d'être globales. Cependant de nombreuses critiques peuvent leur être adressées :

- les résultats varient du simple au décuple selon la méthode choisie : de 3,4 % à 33 %... Le résultat est extrêmement sensible au choix de période de base où l'économie souterraine est censée être nulle ;

- les spécificités de l'économie non officielle sont négligées : la vitesse de circulation de la monnaie est supposée identique à celle de l'économie officielle, le degré d'intégration des activités également ;

- en ce qui concerne les États-Unis, les méthodes monétaires négligent la demande de dollars en tant que monnaie internationale : de ce

fait rapporter la circulation mondiale de dollars à l'activité interne des États-Unis, officielle ou non officielle, n'a guère de sens.

b) Les méthodes fondées sur les divergences entre revenu déclaré et dépenses

Alors qu'une partie des revenus d'un individu peut être passée sous silence, cet argent sera à un moment ou à un autre dépensé : l'écart entre revenus et dépenses fournit donc un indicateur de la grandeur de l'économie occulte et de son évolution. Cet écart peut être appréhendé au niveau microéconomique comme au niveau macroéconomique. Depuis quelques années, le PIB mesuré sous l'angle de la dépense est régulièrement supérieur dans la plupart des pays capitalistes développés au PIB mesuré par les revenus et l'écart entre les deux mesures s'accroît. Le « PIB dépenses » qui s'appuie sur des enquêtes industrielles ou auprès des ménages est considéré comme plus fiable que le « PIB revenus » dont les sources sont essentiellement fiscales : en Grande-Bretagne, l'écart entre les deux estimations est passé de 1 % en 1970 à 2,6 % en 1978 (O'Higgins [88], Macafee [77]).

En France¹, les comptables nationaux effectuent deux types de redressements pour les années de base : des redressements pour fraude et évasion fiscales, et des redressements pour absence de déclaration. Ces redressements extrapolent les résultats des contrôles fiscaux. Entre deux années de base, les taux de redressement pour fraude et évasion fiscales restent identiques, et ne peuvent donc constituer des indicateurs de l'évolution de l'économie non officielle. Ces taux de redressement, publiés dans le troisième rapport du Conseil des impôts [20] sont en moyenne, pour 1971 :

- de 17,8 % pour les entreprises individuelles,
- de 0,8 % seulement pour les sociétés.

Ces taux varient considérablement selon les branches ; pour les entreprises individuelles, ils culminent à :

- 160 % pour les services marchands rendus aux particuliers,
- 116 % pour les services marchands aux entreprises,
- 65 % pour la location et le crédit-bail immobilier,
- 35 % pour les hôtels, cafés, restaurants.

Les redressements pour absence de déclaration, non publiés, sont — contrairement aux redressements pour fraude et évasion fiscales — évalués chaque année, et pourraient donc constituer un indicateur de l'évolution de la production légale non déclarée.

1. Ce paragraphe doit beaucoup aux travaux effectués dans le cadre d'un séminaire ENA en 1983 [32].

Les méthodes fondées sur les divergences entre revenu déclaré et dépenses présentent l'inconvénient d'identifier l'économie occulte et l'ensemble (erreurs + décalages temporels + différence de couverture statistique + évasion et fraude fiscales). Par ailleurs, elles supposent que les enquêtes portant sur la dépense sont fiables. Or, il est vraisemblable que la consommation de « produits au noir » et, *a fortiori*, de produits illégaux est minorée dans les enquêtes de consommation.

c) Les méthodes utilisant des coefficients techniques de production

Les activités occultes de production utilisent des matières premières, de l'énergie, et du matériel spécialisé. En appliquant par exemple un coefficient multiplicateur fixe aux achats de ciment par des non-professionnels du bâtiment, on peut connaître approximativement la production non officielle du bâtiment, sans pouvoir dissocier la part du travail au noir et celle du bricolage. De même la consommation d'électricité, la location de matériels spécialisés ont pu être utilisées pour estimer branche par branche l'économie immergée italienne [94] [22].

Une méthode forfaitaire du même genre peut être utilisée pour estimer les services de réparation non déclarés de biens durables. Le parc de biens durables de consommation est bien connu. Des normes d'entretien de ces biens existent. La production officielle de services d'entretien est très inférieure à la production normale d'entretien. La différence relève donc de l'économie non officielle, marchande ou non marchande.

Outre cette difficulté de ventilation entre travail au noir et bricolage, cette méthode présente l'inconvénient de ne pas être globale et de n'être utilisable que quand la fonction de production est à coefficients fixes. Même dans ce cas, elle suppose que le processus de production est identique dans l'économie officielle et dans l'économie non officielle, ce qui est douteux.

d) La méthode fondée sur les anomalies sur le marché du travail

L'importance du travail noir peut se traduire par un faible taux déclaré de participation à l'activité économique par rapport à des périodes ou à des pays où l'économie occulte a moins d'importance. Ainsi, en Italie, le taux d'activité officiel n'a cessé de décliner de 1959 à 1977, de 44 % à 34 %. Ce dernier chiffre est très bas par rapport à celui des pays industrialisés : 42 % en France et en RFA, 44 % aux États-Unis, 46 % au Royaume-Uni. Cette anomalie a amené les statisticiens italiens à modifier le questionnaire de leur enquête emploi et à

effectuer une enquête spéciale auprès des ménages susceptibles de s'adonner au travail noir ; à la suite de ces enquêtes, les statistiques officielles du chômage ont été amputées d'un million de faux chômeurs et le taux d'activité a été relevé de 34 % à 38 %. En multipliant l'activité clandestine par la productivité moyenne dans le secteur officiel, on obtient la production occulte. C'est ainsi que les statisticiens italiens ont redressé leur PIB de 10 % pour l'année 1977, ce qui correspond à une évaluation minimale de l'économie souterraine italienne [87].

Tableau 1

Auteurs	Pays et Années	Évaluation en % du PNB ou du PIB
Gutmann	États-Unis (1976)	10,4 %
Feige	États-Unis (1976)	Max : 21,7 % Min : 13,2 %
Feige	États-Unis (1978)	Max : 33,1 % Min : 25,5 %
Tanzi	États-Unis (1976)	entre 3,4 % et 11,7 % (selon les méthodes)
Internal Revenue Service	États-Unis (1976)	Max : 7,9 % Min : 5,9 %
Simon and Witte	États-Unis (1980)	Max : 14 % Min : 8 %
Feige	Royaume-Uni (1979)	≈ 15 %
Sir William Pile	Royaume-Uni (1977)	7,5 %
Dilnot and Morris	Royaume-Uni (1952)	34,3 %
Dilnot and Morris	Royaume-Uni (1979)	7,2 %
Macafee	Royaume-Uni (1978)	Sup. à 3,5 %
O'Higgins	Royaume-Uni (1978)	entre 2,5 % et 15 % (selon les méthodes)
Langfeldt	Allemagne fédérale (1980)	entre 3,7 % et 12,6 % (selon les méthodes)
Isachen and Strom	Norvège (1979)	2,3 %
Klovland	Norvège (1978)	de 6,4 % à 16 % (selon les variantes)
Barthélemy	France (1979)	6,3 % — 6,7 %
Boyle	Irlande (1980)	8 %
Mirus and Smith	Canada (1976)	entre 5 % et 21,9 % (selon les méthodes)
Klovland	Suède (1978)	de 6,9 % à 17,2 % (selon les variantes)
Contini	Italie (1977)	7,5 %
Alvaro	Italie (1979)	14 %
Forte	Italie (1979)	15 % + 7 %
Saba	Italie (1978)	30,1 %
Frey	17 pays de l'OCDE (1978)	entre 3,9 % (Japon) et 13,2 % (Suède)

Source : Ph. BARTHÉLEMY, in GIRAN et GRANIER, *Politique de l'emploi*, Économica, 1983.

Cette méthode, plus directe que les précédentes, n'est utilisable que si le travail noir bénéficie d'une certaine tolérance sociale et n'est donc, de ce fait, que semi-clandestin, ce qui est le cas en Italie. Par ailleurs, les résultats dépendent d'une manière cruciale de l'hypothèse qui est faite sur la productivité de travail ; il n'est pas du tout certain que celle-ci soit identique dans l'économie officielle et dans l'économie non officielle. Enfin cette méthode néglige les revenus irréguliers tirés du capital.

Aucune de ces méthodes n'est donc satisfaisante et il n'est pas étonnant que les résultats obtenus présentent des écarts considérables et soient peu fiables. Le tableau 1 résume les principaux résultats et reflète ces incertitudes.

La mesure de l'économie non officielle non marchande

C'est surtout la production domestique qui a fait l'objet d'évaluations, principalement aux États-Unis. Dans la recension la plus complète sur le sujet, L. Goldschmidt-Clermont [50] analyse 75 évaluations économiques du travail domestique et de sa contrepartie, la production non marchande des ménages. La plupart de ces évaluations adoptent pour délimiter le champ de la production domestique le critère de la « tierce personne » qui limite les services domestiques à ceux qui pourraient être accomplis par une personne rémunérée. Faute de statistiques permettant de connaître tous les biens et tous les services qui sont réalisés à l'intérieur des ménages, l'évaluation se fait au coût de production.

Ce *coût de production* est égal à la somme des consommations intermédiaires, des services rendus par les biens durables et de la valeur du temps utilisé.

- Pour estimer la consommation intermédiaire, il faut savoir identifier, parmi les biens achetés par le ménage, ceux qui serviront à la production domestique, en excluant ceux qui servent aux loisirs ainsi que les achats de biens durables.

- Les achats de biens durables pour la production domestique sont considérés comme un investissement. Les services rendus par ces biens durables peuvent être évalués soit par leur amortissement, soit par un loyer, soit par la valeur du travail économisé.

- Enfin, la valorisation du travail domestique [39], qui représente l'essentiel de la production domestique, peut se faire selon plusieurs

méthodes. Dans tous les cas on multiplie le temps de travail consacré aux tâches domestiques, connu par des enquêtes de budgets-temps, par un taux de salaire fictif.

Ce taux de salaire fictif peut être soit :

- le taux de rémunération qu'obtiendrait sur le marché la personne qui accomplit les tâches domestiques. Cette évaluation, au *coût d'opportunité*, représente le *manque à gagner* des ménages, lié à leur production domestique. Elle aboutit à des résultats curieux au plan microéconomique : la vaisselle exécutée par une agrégée aura plus de valeur que celle faite par une ouvrière, le placard bricolé par un ingénieur vaudra davantage que celui réalisé chez lui par un menuisier, les activités domestiques accomplies par les hommes auront, en moyenne, plus de valeur que celles accomplies par les femmes. Cette méthode d'évaluation comporte certainement un biais vers le haut, d'une part parce que ce sont vraisemblablement les femmes les plus productives qui sont actives et d'autre part parce qu'en période de chômage féminin important, le coût d'opportunité du travail domestique est faible, voire nul. Enfin, la détermination du taux de salaire féminin sur le marché n'est certainement pas indépendante de l'existence du travail domestique, ce qui provoque une circularité de l'évaluation.

- On peut évaluer le travail domestique *au prix de marché du travail équivalent*, on obtient ainsi le *manque à dépenser* ; dans ce cas la méthode d'évaluation comporte deux variantes :

- ou bien on considère le travail domestique comme uniforme et non qualifié et on utilise le *taux de salaire moyen de l'employée de maison*. Cette méthode comporte un biais vers le bas, car les tâches les plus qualifiées réalisées dans un ménage ne peuvent être déléguées à une employée de maison, par exemple la gestion du budget ou les tâches éducatives ;

- ou bien on applique à chacune des tâches domestiques le *taux de salaire du travailleur qualifié correspondant*. Cela suppose que l'on dispose de budgets-temps détaillés, activité par activité. Ainsi on multipliera le temps passé aux soins aux enfants par le taux de salaire d'une puéricultrice ou d'un moniteur de colonie de vacances, le temps passé à la réparation et à la confection des vêtements par le taux de salaire d'une couturière, etc. Cette méthode d'évaluation comporte un biais vers le haut car elle surestime la qualification du travail domestique courant.

Une quantification du travail domestique en France a été réalisée à l'INSEE par A. Fouquet et A. Chadeau selon les trois méthodes

précitées². Pour l'année 1975, on obtient ainsi six évaluations monétaires du travail domestique, selon que les charges sociales afférentes au salaire fictif retenu sont incluses ou exclues (tableau 2).

Tableau 2

ÉVALUATIONS MONÉTAIRES DU TRAVAIL DOMESTIQUE EN 1975
(en milliards de francs et entre parenthèses, en % du PIB 1975)

Méthode	Évaluation au coût d'opportunité (manque à gagner)	Évaluation au prix de marché du travail équivalent	
		équivalent global	équivalent activité par activité
- sans charges sociales	634 (43,7 %)	411 (28,3 %)	531 (36,6 %)
- avec charges sociales	986 (67,9 %)	640 (44,1 %)	826 (56,9 %)

Les évaluations du travail domestique sont donc extrêmement sensibles, on le voit, au taux de salaire fictif retenu. Les très nombreuses évaluations qui ont été faites aux États-Unis surtout, au Canada, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves donnent des ordres de grandeur relative similaires — entre 20 et 70 % du PIB selon la méthodologie retenue.

Il n'y a, à notre connaissance, aucune tentative de mesure de la production communautaire, dont les frontières sont très mal délimitées. La production associative liée au travail bénévole est également très mal connue. Si l'on connaissait le nombre de bénévoles, et le temps qu'ils passent à chacune de leurs activités, une évaluation par les inputs, utilisant un taux de salaire fictif, serait aisée. Mais ni la population des bénévoles, ni leurs budgets-temps ne sont connus. Une évaluation par les outputs serait également concevable puisque la plupart des services rendus par les associations ont des équivalents marchands.

La mesure de l'économie non officielle constitue donc, on le voit, un défi à relever par les statisticiens de tous les pays. Faute d'une

2. La troisième méthode retenue est en fait plus ambitieuse dans les travaux de l'INSEE que celle qui vient d'être décrite, classiquement adoptée dans les travaux anglo-saxons. A. Fouquet et A. Chadeau ont voulu mesurer les *produits* réalisés dans le cadre domestique et les estimer à la valeur de leur substituts marchands : ainsi les 36 repas servis en moyenne hebdomadairement à domicile ont été évalués aux prix des repas servis dans un restaurant modeste ; les activités ménagères liées à l'hébergement ont été valorisées par le prix de la chambre d'hôtel. Malheureusement, pour les autres activités domestiques, on ignore les produits réalisés et A. Fouquet et A. Chadeau ont dû multiplier le temps passé à chaque activité par le taux de salaire du travailleur qualifié correspondant.

mesure fiable, aucune des hypothèses que l'on peut poser pour expliquer son existence ne pourra être confrontée à des données empiriques.

3. QUELLES EXPLICATIONS ?

Les efforts d'interprétation de l'économie non officielle se heurteront donc tous à trois difficultés préalables.

- La première concerne le paradigme de référence, plusieurs étant proposés ou combinés entre eux. Ainsi, le non-officiel renvoie-t-il pour les uns au « frauduleux » ou à l'« illégal », alors qu'il renverra pour les autres au « légal non central », tel le travail domestique.

- Le second problème tient à la recherche d'une grille d'interprétation unique alors que le terrain d'étude porte sur des modes de production et des niveaux de développement différents. La vraie question n'est pas ici de préjuger du caractère universel de tel ou tel paradigme économique, puisque c'est là l'élément incontournable du débat. Elle tient au risque qu'il y a de tenter des explications monistes sur un phénomène dont les critères de délimitation restent fortement marqués par des critères juridiques et qui renvoient donc à des situations très concrètes.

- Le troisième problème tient à la confusion fréquemment entretenue entre les causes de l'économie non officielle et les facteurs qui en stimulent ou en freinent le développement. Prenons l'exemple de l'urbanisation et de la vie rurale : pour beaucoup d'observateurs le milieu rural est propice au développement de l'économie non officielle, à un double titre : importance de l'autoconsommation rurale susceptible de s'élargir à l'économie de troc ; importance des réseaux de solidarité traditionnelle que l'on pourrait réveiller si le besoin s'en faisait sentir... Il y a là des éléments évidents dont la manifestation est apparue clairement lors du dernier recensement en France : les jeunes n'émigrent plus aussi systématiquement vers les villes que cela a été le cas dans le passé, le chômage étant moins dur à supporter en milieu rural qu'en milieu urbain pour les raisons qui viennent d'être signalées. Cette analyse du facteur rural peut d'ailleurs être contestée, puisqu'on assiste aussi à une multiplication des manifestations de cette économie non officielle en milieu urbain. Mais le point important n'était pas là : il était de montrer la distinction à opérer entre les causes de l'économie non officielle et les facteurs susceptibles d'en catalyser ou d'en prévenir le développement. Bien d'autres facteurs peuvent alors être évoqués à ce stade : dislocation de la famille